

# Mort d'une employée municipale en Haute-Garonne : sa famille porte plainte pour provocation au suicide et tentative d'homicide

La DEPECHE Publié le 22/09/2022 à 06:07 , mis à jour à 07:29



Mes Camille Lauga et Joris Morer, les avocats de la famille de Magali n'excluent pas de mener une action judiciaire avec d'autres victimes. DDM - NATHALIE SAINT-AFFRE

**Magali**, employée municipale à Fonsorbes, s'est suicidée le 29 août après des années de harcèlement au travail. Les avocats de la famille de la défunte lancent une action au pénal pour faire toute la lumière sur ce drame.

Le temps du recueillement et du deuil est révolu. Pierrick et Dorian, les fils de Magali et Nicolas, son frère aîné, veulent obtenir des sanctions exemplaires pour ceux qu'ils estiment responsables du suicide de cette employée municipale de Fonsorbes survenu le 29 août.

**A lire aussi :** [Suicide d'une employée municipale en Haute-Garonne : la maire reconnaît "des dysfonctionnements inimaginables"](#)

Leurs avocats, Camille Lauga et Joris Morer vont déposer plainte contre X pour harcèlement moral au travail, violences volontaires aggravées, provocation au suicide et tentative d'homicide. Bien qu'ils aient en tête les noms des principaux responsables du décès de la quinquagénaire, les deux juristes portent plainte contre X afin de "ne négliger aucune piste".

## **"Une toile d'araignée"**

Chaque jour, Mes Morer et Lauga reçoivent de nouvelles pièces et de nouveaux témoignages qui mettent au jour un mode de management toxique au sein de la mairie de la petite commune de l'ouest toulousain. « L'affaire est complexe. C'est une toile d'araignée, il faut démêler tout ça, Magali n'est pas la seule victime dans cette affaire, une vingtaine d'autres agents étaient en souffrance. On n'exclut pas de mener une action commune », assure Me Lauga. D'après nos informations, un collègue de Magali affecté lui aussi à l'entretien du groupe scolaire Trépadé avait menacé de se suicider. Il avait remis une lettre à sa responsable en lui disant que si on le retrouvait pendu à une poutre du gymnase de l'école, elle devrait remettre cette lettre à la DRH de la mairie.

## **"Pendur à une poutre du gymnase de l'école"**

Magali et lui, auraient été les cibles privilégiées de la cadre qui chapeautait le service entretien de Fonsorbes. Pressions en tous genres, propos homophobes, dénigrement, surcharge de travail, semblaient rythmer leur quotidien. C'est écrit noir sur blanc dans les comptes rendus des comités techniques auxquels Françoise Siméon, la maire de Fonsorbes assistait régulièrement. "On y parle d'excès de zèle, de traitement différencié selon les agents, de propos injurieux ou humiliants et des gestes ou des propos à caractère sexuel", rapporte Me Morer.

En mars 2022, la cadre incriminée a été « placardisée » et s'est mise en arrêt maladie. Le compagnon de celle-ci aurait pris le relais au point de foncer avec son véhicule de fonction sur Magali, d'où la plainte pour tentative de meurtre déposée par les deux avocats. Depuis le drame, Françoise Siméon est sous le feu des critiques pour ne pas avoir saisi l'ampleur de la souffrance d'agents du service entretien. Le prochain conseil municipal qui va se dérouler lundi prochain s'annonce particulièrement tendu.

## **Pas de démission en vue**

La première magistrate ne compte pas, pour l'instant, rendre son tablier : "Aujourd'hui, la question ne se pose pas. J'ai une collectivité à faire fonctionner. Selon le résultat des enquêtes, je pourrais reconsidérer ma position." En attendant que la justice se saisisse de l'affaire, un magistrat à la retraite, nommé par les élus, va mener une enquête pour faire la lumière sur ce drame qui endeuille Fonsorbes. En parallèle, un plan d'action va être mis en place soit en interne via une commission paritaire (élus-syndicats) soit par un cabinet d'audit afin de changer les pratiques managériales au sein des services communaux.

"Pendant des mois les syndicats et nous-mêmes avons averti la maire sur la situation, sans que les choses bougent réellement. Il est inconcevable que l'amélioration des conditions de travail soit menée en vase clos. Il faut absolument une aide extérieure", tempête Jean-Claude Pilet, élu de la liste "Fonsorbes, l'humain d'abord".

Sébastien Girardel